

EDITO + KLARTEXT

LE MAGAZINE DES MÉDIAS

Les partis et la politique des médias

Quelles sont, en cette année électorale, les positions des partis politiques en matière de politique des médias ? Une enquête conjointe d'EDITO+KLARTEXT et du Syndicat suisse des mass media (SSM).

Philipp Cueni

La politique des médias est loin d'être au centre des débats qui précèdent les prochaines élections nationales. Il nous a cependant semblé utile d'interroger sur ce thème tous les partis représentés au Palais fédéral. Voici les principaux résultats.

Quel est le jugement porté sur le paysage médiatique en Suisse ?

Interrogés sur l'état du paysage médiatique suisse, tous les partis, à l'exception du PLR, font une analyse assez critique. Et presque tous relèvent les mêmes aspects problématiques.

Le processus de concentration des groupes de médias est inquiétant, affirment en chœur PBD, PCS, PDC, PEV, Verts, PS et UDC. « La fusion de nombreux journaux et de leur site Internet a fait reculer la diversité et la qualité » écrit l'UDC, alors que le PDC déplore une « tendance inquiétante à une perte de diversité ». Le PBD quant à lui parle d'une « baisse de la qualité et de la nuance » et le PS stigmatise la fermeture de l'antenne suisse-allemande de l'agence AP qui renforce une situation de monopole sur le marché de la presse.

Tous les partis, hormis le PLR, sont également très critiques à l'endroit des **prestations éditoriales**. Et les reproches sont nombreux qui viennent appuyer ce jugement : manque de nuance, abondance de nouvelles sans importance, pseudo scoops, recherche insuffisante, absence de vérification, récurrence, etc. Les Verts, le PS et le PBD estiment que l'une des causes de cet appauvrissement qualitatif tient à la suppression de postes dans les rédactions.

Le PDC, le PEV, les Verts et l'UDC sont sceptiques face aux **offres gratuites** et jugent qu'elles ont plutôt nui à la structure des médias et à la qualité.

L'UDC propose également une analyse critique mais en pointant autre chose : elle estime que la structure des médias est caractérisée en Suisse par le quasi-monopole de la SSR, une situation qui favorise une couverture unilatérale.

L'appréciation du PLR est fondamentalement différente : il apprécie la diversité de l'offre et remarque que la couverture marquée à gauche de beaucoup de médias a été complétée par des offres nouvelles, plutôt apolitiques et donc moins marquées à gauche. Le PLR relève également que les journaux gratuits ainsi que les médias Internet, certes assez boulevardiers, offrent une qualité de bon niveau. À la question de la concentration, le PLR affirme que SRF (SSR) est une partie du problème de l'oligopole. Il observe cependant que s'il y a encore, dans l'édition, une concurrence forte entre les médias, il n'en va pas de même pour ce qui concerne les contenus. La situation du marché est donc manifestement sans rapport avec la diversité éditoriale.

L'analyse du **PBD** frappe par son sens de la nuance. Ce dernier mesure la situation des médias à l'aune de leurs obligations de politiques publiques (« surveiller les puissants ») et cite quelques critères sur le niveau de qualité souhaitée : ne pas transmettre l'information sans la filtrer, mais la catégoriser, l'interroger, l'analyser, l'approfondir, fixer des priorités, ne pas simplement courir derrière la volonté de proposer des news, proposer aux lecteurs davantage que du divertissement. (Pour le reste, le PBD a renoncé à répondre aux questions détaillées)

Quel est le rôle de l'État en matière de politique des médias ?

Les points de vue du PDC, PS, PEV, VERTS et PCS se rejoignent : l'État doit assumer un rôle actif dans le soutien aux médias et à la presse. Il doit garantir le service public et la diversité. Le PS estime que le développement des médias (tendance à un monopole de l'information et de la communication) appelle une intervention politique. Le PEV affirme que l'État doit tenir compte de la vulnérabilité du paysage médiatique suisse et donc exercer une fonction de protection. Il cite l'exiguïté du marché suisse, son plurilinguisme et ses concurrents importants à l'étranger. Quant au PDC, il déclare que le soutien à la presse et aux médias constitue indubitablement une tâche de l'État.

Les **partis de gauche et du centre** avancent des propositions presque identiques sur la manière dont l'État devrait concrétiser son soutien aux médias : baisse des tarifs postaux, baisse de la TVA, financement de la formation des journalistes. Le PDC propose de subventionner davantage l'ATS.

Le **PLR** et l'**UDC** ont un point de vue différent et jugent qu'il n'appartient pas à l'État de s'engager activement dans le soutien aux médias et à la presse. L'UDC refuse donc tout soutien public, direct ou indirect, de la presse. Elle souhaite aussi peu de réglementation que possible et compte sur un environnement libéral pour garantir la diversité.

Elle pense donc que le législateur doit intervenir par des correctifs là où la concurrence et la diversité des opinions sont menacées par la position dominante des diffuseurs de droit public. Le PLR suit fondamentalement la même ligne et plaide en faveur d'une marge de manœuvre aussi grande que possible pour les privés.

Quel doit être le rôle de la SSR ?

Les partis contestent-ils le mandat de programmes de la SSR ? PEV, PCS, VERTS, PS et PDC ne souhaitent pas limiter le mandat de la SSR. « Il va de soi que nous soutenons le service public » affirme le PDC, mais il faudrait également créer un espace suffisant pour d'autres prestataires. Le PS explique que le mandat de programmes large, tel qu'il est défini par la Constitution, forme une base utile pour alimenter et développer notre démocratie. Les Verts se demandent cependant si SF doit vraiment proposer autant d'émissions de divertissement.

Le PLR demande un débat de fond sur le service public qui n'a cessé de s'étendre en Suisse alémanique. Il voudrait que le mandat de service public se concentre sur la radio et la télévision, notamment dans le domaine culturel et les régions linguistiques où les prestataires privés ne peuvent pas apporter les prestations requises. L'UDC va encore plus loin et demande une définition plus claire et plus étroite du mandat de la SSR, car cette dernière en ferait une interprétation trop large, ce qui du point de vue de la diversité des médias s'avère problématique. Dans son programme, l'UDC exige une réduction drastique de l'offre de programmes SSR. Le PLR et l'UDC sont mécontents de la loi actuelle sur la radio et la télévision et en réclament la révision. L'UDC souhaiterait ainsi pouvoir renforcer les prestataires privés et modifier l'attribution des fréquences en leur faveur.

L'offre Internet de la SSR est rejetée tant par PLR que l'UDC. Pour le PLR, il n'est pas admissible d'autoriser de nouvelles rédactions de news en ligne car elles constitueraient une concurrence à l'égard des éditeurs privés, concurrence financée par les recettes de la redevance. L'UDC s'oppose également au développement de l'offre en ligne via les émissions de radio et de télévision. Les autres partis soutiennent la stratégie online de la SSR, mais le PCS, le PEV et une partie des Verts sont opposés à la publicité SSR sur Internet, de même que le PLR et l'UDC, contrairement au PS qui ne s'y opposerait pas. Idem pour le PDC, « même si cela pourrait constituer un danger pour les éditeurs ». Le PDC souhaite un partenariat entre la SSR et les privés sur le Web, enfin de renforcer le paysage médiatique suisse.

Le système dual de financement de la SSR par la redevance et les recettes publicitaires est soutenu par le PDC, le PEV, le PCS, les Verts et le PS. Afin de garantir le financement d'un service public de qualité au travers de la radio et de la télévision, le PS écrit que le Conseil fédéral devrait, pour fixer le montant de la redevance, tenir compte des besoins financiers de la SSR, indispensables pour remplir son mandat de programme. En revanche,

le PLR estime que les coûts de la SSR sont trop élevés et qu'il faudrait par conséquent réduire les recettes de la redevance de la SSR qui, en compensation, devrait augmenter sa part de financement par le sponsoring et la publicité. L'UDC préconise un modèle selon lequel la SSR serait financée uniquement par la redevance et qui laisserait aux privés les recettes de la publicité et du sponsoring. Elle demande donc une baisse de la redevance SSR de 20 %. Par ailleurs, tous les partis, à l'exception de l'UDC, saluent (avec parfois quelques réserves) le nouveau système de redevance proposée par le Conseil fédéral et qui prévoit une taxe pour tous les ménages.

Les positions sur **Swissinfo** sont intéressantes, même si elles ont été formulées avant la décision de démantèlement prise par la SSR. Swissinfo est financée pour moitié par la Confédération. Les Verts, le PCS, le PEV, le PDC et le PS auraient été favorables à un financement de même niveau qu'aujourd'hui, avant le démantèlement, tandis que l'UDC aurait souhaité amputer de 25 % le budget de Swissinfo. (Depuis, la SSR a opté pour une réduction de 33%). Le PLR propose un appel d'offre publique ouvert à tous les prestataires possibles pour assumer le mandat Swissinfo.

Des recettes de la redevance aux privés?

PDC, PS, PCS, PEV et Verts soutiennent le système dual qui veut que les diffuseurs privés de radio et de télévision puissent également obtenir une part de la redevance. Le PLR juge au contraire que ce système est structurellement faux car il impose un contrôle étatique sur le secteur privé et entraîne une distorsion de concurrence au lieu de créer les bases d'un système aussi libéral que possible pour les prestataires privés. L'UDC également préférerait un système dual strict (redevance à la SSR, publicité et sponsoring aux privés) et relève que l'attribution d'à peine 4 % des recettes de la redevance aux privés ne suffit pas à garantir une véritable concurrence.

Le PS souligne que l'apport de la redevance doit être lié à des exigences de qualité soumises à un contrôle. Le PDC souhaite que l'on confère aux diffuseurs régionaux privés bénéficiant d'un versement de la redevance un mandat de service public complétant celui de la SSR. Quant au PCS, il déplore que le splitting de la redevance ne se soit pas traduit par une amélioration de la qualité chez les privés, un argument que reprend le PEV à propos du secteur privé de la télévision. Les Verts demandent enfin que les diffuseurs qui appartiennent à de gros éditeurs n'obtiennent pas de redevances.

Jusqu'où soutenir la presse?

Le PLR et l'UDC s'opposent à tout type de soutien à la presse, et une majorité du PLR refuse explicitement le soutien indirect via la baisse des tarifs postaux. Tous les autres partis (PCS, PDC, Verts, PS) sont favorables à un soutien direct et indirect à la presse. Le PDC cite la formation, l'ATS, la réduction des taxes postales et l'exemption de la TVA comme exemples concrets de soutien indirect à la presse. Le PS souhaite lier les contributions financières à des critères précis.

*Le SSM a soumis à tous les partis une enquête contenant 26 questions. Seuls les Verts libéraux n'ont pas répondu, expliquant car ils n'avaient pas encore de position. L'enquête et toutes les réponses sont disponibles en ligne et peuvent donc être consultées dans leur intégralité.
(www.edito-online.ch et www.ssm-site.ch).*